

<https://ricochets.cc/Chronique-du-regime-policier-francais-bulldozers-innocent-en-prison-racisme-defense-des-lobbys.html>



Chronique du régime policier français : bulldozers, innocent en prison, racisme, défense des lobbys, communication...

- Les Articles -

Publication date: jeudi 22 avril 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le système policier et ses agents sont toujours aussi empressés de servir la violence d'Etat et le totalitarisme capitaliste destructeur :



Chronique du régime policier français : bulldozers, innocent en prison, racisme, défense des lobbys, communication... La terre végétale de jardins familiaux arrachée au bulldozer pour être sûr de tout détruire

REGIME DE L'OPPRESSION : AMNESTY INTERNATIONAL ALIGNÉ LA FRANCE DE MACRON

► Spoiler : La France n'est pas le pays des droits de l'Homme

Mercredi 7 avril 2021, Amnesty International publiait son rapport sur la situation des droits humains dans le monde. Et la France de Macron est en bonne position pour se rapprocher des pires régimes.

Sans surprise, le rapport relève « l'usage excessif de la force » par la police française, en particulier dans les quartiers populaires. Il pointe du doigt, également, les propos racistes et homophobes itératifs, ubiquitaires dans les commissariats de l'Hexagone. Immanquablement, il relève qu'en manifestation aussi, les forces de l'ordre sont particulièrement violentes et utilisent des armes et des méthodes dangereuses, s'apparentant à des techniques de guerre.

Comme il n'existe pas de structure indépendante pour enquêter sérieusement sur ces faits, les policiers violents ne sont que très rarement poursuivis. Rappelons que Brigitte Julien, directrice de l'GPN, avait affirmé éhontément que les "violences policières n'existaient pas".

Tout cela est connu, plus personne ne l'ignore, et il ne reste plus que les nervis d'extrême droite pour défendre encore la police. Connivence et accointance idéologique.

Le rapport soulève également que la liberté de réunion pacifique, qui comprend le droit de manifester, est mise à mal depuis le début de la pandémie. C'est très simple : à la fin du confinement le printemps dernier, le gouvernement a tout simplement interdit les rassemblements de plus de 10 personnes, sans prévoir d'exception pour les manifestations à caractère de revendication politique et/ou syndicale. Le Conseil d'État, le 13 juin 2020, estimait l'interdiction trop stricte, qu'elle n'est justifiée uniquement en cas de rebond de l'épidémie avec l'impossibilité de mise en oeuvre des gestes barrières. En d'autres termes, le gouvernement a profité de la crise sanitaire pour interdire réellement de manifester, prenant le prétexte sanitaire pour museler toute contestation, au nom de notre "Bien".

Parallèlement, des mesures liberticides et répressives sont activement instaurées, les organes de l'Etat multipliant les poursuites arbitraires de manifestant.es ou jeunes des quartiers pour outrage ou groupement et la parole de la

police est sacralisée. Ce sont des pratiques totalitaires qui se banalisent. Déjà il y a un an, Amnesty s'inquiétait de la proportion affolante de manifestants arrêtés sous de faux prétextes dans un but répressif, en enquêtant sur les libertés de manifester en Hongrie, en Pologne... et en France. Leur rapport consacrait d'ailleurs une partie à l'affaire nantaise d'"association de malfaiteurs".

Enfin, Amnesty International pointe une dégradation considérable des droits des exilés.e.s. A Calais, hommes et femmes subissent harcèlements et violences au quotidien. Ils sont nombreux à être envoyés dans les Centres de rétention au mépris total de leurs droits et de la protection de leur santé. Leurs soutiens sont également sujets aux intimidations de la part des forces de l'ordre. Le préfet du Pas-de-Calais interdit même depuis septembre la distribution de nourriture ! L'ignominie aux confins de la barbarie.

Ce gouvernement a donc instrumentalisé la santé publique pour prendre des mesures liberticides : l'objectif est la répression et l'installation des réalités d'extrême droite. Pourtant, rien ne l'arrête dans sa lancée sécuritaire dont s'alarme le rapport d'Amnesty.

On cite :

- ▶ Remplacer la clef d'étranglement par le Taser en généralisant son usage
- ▶ 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires pour la sécurité publique, 33 de plus à Nantes.
- ▶ Création d'une réserve de 30 000 hommes dans la police
- ▶ 170 000 munitions de LBD commandées
- ▶ Création d'une « école de la guerre » à Montpellier
- ▶ Ouverture d'« états généraux de la laïcité », une bonne couverture pour stigmatiser toujours plus les musulmans et musulmanes.
- ▶ Lancer un débat sur la consommation de drogues, et oser dire que « la drogue innerve certains réseaux séparatistes ». Parle-t-il de la BAC Nord de Marseille, dont le procès se tient en ce moment même ? Ou bien de la CSI 93, visée par 17 enquêtes préliminaires pour vols, violences, falsification de PV, trafic de stup... ?

On ne cite plus les trop nombreuses injustices et manoeuvres de domination. Ce gouvernement jette en prison des auteurs, mais mange dans la main du duo Chalencçon-Leroy. Il s'effarouche des mères voilées en sortie scolaire au nom du sexisme "islamique" mais approuve les violences policières sur les exilées.

Macron est en campagne pour 2022. Et il persévère dans son autoritarisme, toujours plus cruel. Alors que toutes les associations qui luttent pour les droits humains tirent la sonnette d'alarme, ce gouvernement poursuit allègrement sa politique libérale, sécuritaire et raciste, au point que l'extrême droite ne trouve même plus de reproches à lui adresser et se fait doubler dans ses idéologies.

N'attendons pas les élections pour réagir.

Ne nous laissons pas endormir par une campagne théâtrale clownesque. C'est dans la rue qu'on obtient des victoires. Pas dans les urnes.

(post de Nantes Révoltée)

La gendarmerie au service du lobby productiviste agricole

- ▶ [Cellule Déméter : l'inquiétant bras armé au service de l'agriculture conventionnelle](#)

Fruit d'un partenariat entre la gendarmerie et les deux syndicats agricoles majoritaires, cette cellule assimile la critique du modèle agricole conventionnel à un dénigrement de tous les agriculteurs. En cherchant à museler les

défenseurs d'une agriculture durable, elle représente un danger pour la démocratie et pour l'environnement.

(...)

En 2019, l'ancien ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, créait dans son département de la Drôme un « observatoire de l'agribashing ». Cette initiative a incité le gouvernement à doter de telles structures l'ensemble du territoire français qui en compte actuellement une vingtaine.

De son côté, l'actuel ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, a affirmé, lors d'un déplacement dans l'Allier début mars 2021, que la cellule Déméter n'était « probablement pas suffisante » pour lutter contre la délinquance agricole. Selon une information du média Contexte, il a également ajouté qu'il envisageait de renforcer la coopération entre les forces de l'ordre et les agriculteurs. Par sa démarche répressive, le gouvernement crée ainsi un climat de plus en plus délétère pour les défenseurs d'une agriculture respectueuse de la biodiversité.

Surveiller et punir sous prétexte "d'éducation"

► [Éduc spé au service des renseignements pénitentiaires](#)

Floraisons a recueilli le témoignage d'un éducateur spécialisé qui a passé trois années dans l'Administration pénitentiaire. Il fait état d'une pratique qui a eu lieu entre 2016 et 2019. Même si aujourd'hui certaines pratiques ont pu éventuellement être changées, ce témoignage met en lumière les logiques de surveillance, de paranoïa et de rentabilité à l'œuvre dans les services de renseignements.

MACRON PROMET 10 000 POLICIERS SUPPLÉMENTAIRES



Chronique du régime policier français : bulldozers, innocent en prison, racisme, défense des lobbys, communication... 10 000 policiers supplémentaires : pour les flics et leurs moyens il y a toujours davantage d'argent

Toujours plus de flics et de répression, ...surtout quand les élections approchent

- [Sur la sécurité, Emmanuel Macron veut « plus de bleu sur le terrain » et annonce un « grand débat » sur la consommation de drogues](#) - Après la décision de la Cour de cassation dans le meurtre de Sarah Halimi, le chef de l'Etat a également dit souhaiter un changement de la loi sur la question de la prise de stupéfiants et de l'irresponsabilité pénale.

(...) Dans un entretien au Figaro, dimanche 18 avril, à la veille d'un déplacement à Montpellier (Hérault) sur le thème

de la sécurité du quotidien, Emmanuel Macron, qui dit « se battre pour le droit à une vie paisible », défend son bilan au moment où la France doit faire face, selon lui, « à une forte augmentation des violences sur les personnes, qui visent tout particulièrement les détenteurs de l'autorité ». Il promet de « faire reculer la délinquance partout ».

Emmanuel Macron promet de tenir son objectif de 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires avant la fin du quinquennat ; ainsi « chaque circonscription de police aura plus de policiers à la fin du quinquennat qu'au début, sans exception ».

« Chaque Français verra plus de bleu sur le terrain en 2022 qu'en 2017. Ça rassure les gens, ça dissuade les délinquants », déclare le chef de l'Etat dans cet entretien.

(...) Le chef de l'Etat est revenu sur les « violences policières », expression qu'il avait utilisée en décembre mais pour la contredire aussitôt. « Il n'y a pas de violence systémique de la police, c'est faux ; il n'y a pas de racisme systémique de la police, c'est faux, pas plus qu'il n'y en a dans la gendarmerie ou au sein de l'Etat », a-t-il dit. Mais il a répété que le contrôle au faciès était une réalité.

Il a, enfin, exprimé son soutien aux policiers attaqués, en particulier ceux de Viry-Châtillon, brûlés par un groupe d'assaillants en 2016. Il a refusé de commenter le verdict d'appel, qui a abouti, dimanche, à cinq condamnations et huit acquittements. « Les actes commis sont ignobles et d'une rare cruauté, a-t-il déclaré. Jamais je n'accepterai que l'on s'attaque à ceux dont le métier est de nous protéger. »

Des nouveaux flics, chargés de garder les manifs inoffensives pour le Pouvoir

- ▶ [Liaisons dangereuses - À propos des Équipes de Liaisons et d'Information \(ELI\), nouveau dispositif de maintien de l'ordre en manifestation](#)

Depuis mars, un nouveau dispositif policier est apparu en manif baptisé ELI pour « Équipes de Liaison et d'Information ». Sans bouclier ni LBD, des équipes de deux-trois fonctionnaires de police vont au contact des manifestants et des organisateurs pour « apaiser les tensions par un dialogue permanent ».

Ce sont des équipes habillées en civil qui viennent s'insérer aux côtés des policiers du renseignement (ceux qui n'interviennent pas mais surveillent, identifient et collectent les informations sur qui fait quoi) et des équipages de la BAC (ceux qui fracassent les crânes).

« DIALOGUE SOCIAL ? »

Pendant que Macron fait son show devant les caméras et les élus, sa police piétine les habitants des quartiers populaires !

Scène filmée hier à Montpellier. Images : le décalé

([post et VIDEO sur CND](#))

Changer l'image de la police au lieu de l'abolir

- ▶ [La peau lisse son image](#)

Bon, l'idée de départ, c'était de proposer un poisson d'avril.

Mais... La réalité a vite rejoint la fiction !

Avez-vous remarqué que nous sommes abreuvé-es de séries policières ? De reportage du type Enquête d'Action où tous les flics, gendarmes, enquêteurs, avec leurs bagnoles, leurs cars, leurs fusils, leurs LBD, leurs drones, leurs

tasers, leurs gazeuses, même dans les plus petits bleds de France, sont là pour tabasser les gens faire régner la loi, l'ordre, et la tranquillité des familles ?

Et vous savez bien que personne n'y croit peu de monde tombe dans le panneau et que les autres ne font même plus attention.

(...)

Et y en a marre des trucs traditionnels ! Des chevaux de la gendarmerie, des chiens policiers, il y en a partout ! Ils font même un peu peur !

On veut du neuf ! Du doudou ! Du loool ! Et ça tombe bien, les flics adorent les bêtes à poils doux et communiquent parfois tous seuls, sans l'aide du Sicop. Et ça donne rapidement une image de... propagande grossière.

(...)

Enfin, suivons les aventures d'Anthony [10], qui va être un peu l'envoyé spécial des commissariats sur Snapchat ! Ouais, ouais c'est son taf, il va faire le tour des comicos de France à la recherche de la belle image de la police, encore mieux que dans tous les reportages de W9... Inutile de dire qu'il va salement galérer a priori : donc il va l'inventer !

Pour ceux qui connaissent pas, Snapchat, avec 14 millions d'utilisateurs/rices en France dont les 2/3 de moins de 25 ans, c'est un réseau social avec des vidéos qu'on s'envoie entre potes, mais où on peut aussi suivre des comptes de marques, de people, etc. Hé ben sur Snap y aura des comptes de people qui seront des condés ! Et l'heureux élu est Anthony, épaulé par un Youtubeur qui lui fera ses montages. Policiers Aimer Jeunes.

(...)

TOUS EN PRISON ? LA POLICE VEUT ENVOYER DERRIERE LES BARREAUX SUR DEMANDE

► Nouvelles pressions sur la justice et manifestations armées de forces de l'ordre radicalisées

L'affaire fait la « une » de la presse dominante : des policiers avaient été blessés à Viry-Chatillon, en banlieue parisienne, en 2016. Les « attaquants » présumés passaient en procès la semaine dernière, certains prenaient de très lourdes peines de prison, d'autres étaient relaxés tellement le dossier était vide. Depuis ce jugement en appel, c'est la surenchère médiatique, la course à la répression la plus dure possible :

Le politicien de droite Xavier Bertrand réclame une peine minimale d'un an d'enfermement pour la moindre infraction à l'encontre de la police : « si ce que je propose était en place, il n'y aurait pas pu avoir d'acquittement ». Cet ami de nombreux repris de justice, dont Nicolas Sarkozy, est appuyé par le syndicat d'extrême droite Alliance. Un avocat des agents pleurniche sur « un naufrage judiciaire » et les syndicats de police hurlent sur toutes les chaînes contre un « verdict incompréhensible » et une décision « choquante » et « écoeurante ». Quant à Darmanin, ministre accusé de viol, il va tout simplement recevoir les policiers concernés la semaine prochaine.

Vous l'avez compris : le lancement non officiel de la campagne présidentielle a démarré en fanfare sur le thème de la répression, et la police compte bien peser sur le scrutin. Pour la classe politique, les médias, des peines de 6 ans à 18 ans de prison ne sont pas assez élevées à leurs yeux. C'est désormais une habitude : la police, Etat dans l'Etat, conteste une décision de justice. Justice pourtant systématiquement de son côté.

Du côté des avocats des accusés, le discours est un peu différent. Ils ont découvert des « pratiques policières inadmissibles, inqualifiables », qui prennent la forme de « faux en écriture » ayant amené l'un des jeunes acquitté en première instance et en appel à passer plus d'un an en prison. L'avocate de ce jeune va porter plainte pour « faux en écriture » et saisir l'IGPN. Pourtant, on n'entend que les forces de l'ordre radicalisées. La parole des acquittés est inaudible, celle de leur avocat à peine moins.

Si 8 prévenus ont été acquittés, c'est peut-être tout simplement qu'ils sont innocents. Ce n'est pas la première fois que des faux en écriture venus d'agents assermentés atterrissent sur le bureau des juges. Si les peines sont

différenciées, c'est peut-être parce que la cour d'Assises a considéré que la responsabilité de chacun des accusés est différente. Le vrai scandale de cette affaire, c'est que plusieurs personnes aient passé des mois en détention sans procès et sont aujourd'hui innocentées. Tout sauf une « justice laxiste ».

Pas une semaine ne passe sans un éternel couplet, matraqué jusqu'à l'écoeurement, sur les présumées « peines trop légères », « impunité des délinquants », ou le « manque de moyens de la police ». En clair, les syndicats de police sont les inquisiteurs contemporains : ils réclament la suppression des procès. Le simple fait que la défense ait des droits les dérange. Retour au Moyen-Age : il faudrait enfermer quiconque sur simple demande des forces de l'ordre.

Rappelons et répétons que les policiers responsables de la mort d'une ne sont quasiment jamais inquiétés. Que les agents qui ont provoqué la mort de Steve il y a deux ans, et d'Aboubakar il y a trois ans à Nantes bénéficient d'une impunité totale. Les policiers mutileurs également. Que police est surarmée. Même Amnesty International tacle la France au sujet de sa politique de respect des libertés. Que le nombre de personnes détenues en France est en augmentation constante depuis plus d'une décennie, dépassant même le nombre de places en prison disponibles, et que les gouvernements construisent de nouvelles taules partout. Preuve de politiques pénales de plus en plus dures, et d'une augmentation du nombre de personnes en détention provisoire, donc présumées innocentes en principe.

Que dire encore du nombre de personnes condamnées pour des outrages et rébellions sur la seule parole de la police ? Chaque année, de sont des milliers de condamnations pour ces délits qui reposent uniquement sur la déclaration d'un flic sans autre preuve. Demain, tous en prison ?

La police s'est constituée en force autonome. Elle sait que le gouvernement ne tient que par elle : c'est la constitution d'un Etat dans l'État. Il faut s'attendre à de nouvelles manifestations illégales et armées de forces de l'ordre, et à de nouvelles étapes dans la pénombre autoritaire.

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du régime policier français : bulldozers, innocent en prison, racisme, défense des lobbys, communication... 4 ans de prison préventive pour un innocent !

Un innocent passe 4 ans en prison !

► [Foued, acquitté après quatre ans de prison : « Il leur fallait trouver des coupables »](#)

Foued, 22 ans, a passé plus de quatre ans en prison. La cour d'assises des mineurs de Paris l'a acquitté le 18 avril, l'innocentant de toute participation aux violences commises à l'encontre des policiers, le 8 octobre 2016, à Viry-Châtillon. En liberté depuis deux jours, il raconte à Mediapart ce qu'il a vécu.

Apeuré par la réaction des policiers, Foued préfère tourner le dos à la caméra. S'il témoigne aujourd'hui, c'est pour éviter que « d'autres innocents soient condamnés comme je l'ai été », explique-t-il avant que l'interview ne débute. (...)

MACRON : START-UP D'EXTRÊME DROITE

Ces derniers jours, le gouvernement annonce :

; 10 000 flics de plus dans un pays déjà champion d'Europe de la répression, de la surveillance et des mutilations policières

; 15 000 places de prison en plus de celles déjà existantes, alors que le nombre de personnes emprisonnées augmente constamment et que la politique pénale se durcit
Et en même temps :

; 9400 lits d'hôpitaux en moins, et ça continue en pleine pandémie

; 1800 profs de lycée et 900 professeurs des écoles en moins pour 2021

Ces quelques annonces, éminemment symboliques, s'inscrivent dans la continuité logique, autoritaire, violente, raciste et néolibérale des dernières années.

Ça a l'odeur de l'extrême droite, le goût de l'extrême droite, la couleur de l'extrême droite : c'est bien l'extrême droite qui est au pouvoir et qui compte le garder. Et sans contre-pouvoirs. Stopper cette fuite en avant vers une forme hybride de fascisme ne pourra se faire ni dans les urnes, ni virtuellement, mais par un soulèvement massif et organisé.

(post de Nantes Révoltée)

4RACISME & IMPUNITÉ : UN AGENT QUI A TABASSÉ MICHEL ZECLER S'AMUSE DE L'AGONIE DE GEORGE FLOYD

► Déshumanisation et barbarie en uniforme

Le monde entier a été sidéré et choqué par l'agonie atroce de George Floyd. Sauf dans la police, où visiblement ce crime fait rire des agents au racisme décomplexé, et certains de leur impunité. La photo de la victime dont le cou avait été écrasé par le genou du policier Derek Chauvin accompagnée de la phrase « quand tu dégonfles ton matelas en fin de soirée » : voilà le genre de montage ignoble qui circule dans le téléphone d'un des policiers mis en cause dans le tabassage, raciste lui aussi, du producteur Michel Zecler.

Pour rappel, en novembre dernier, une bande de policiers commettaient une agression caractérisée, en réunion, avec un mobile ouvertement raciste contre Michel Zecler, un homme noir, dans son propre studio. Coups, humiliations, menaces et jet d'une grenade lacrymogène à l'intérieur d'un lieu clos pour asphyxier ses occupants. Les policiers déchaînés avaient même braqué leur victime avec leurs armes à feu, ivres de violence.

C'est l'émission « Envoyé spécial » de France 2 qui a obtenu cette image lors d'une enquête journalistique. Le montage avait été publié dans un groupe de discussion privée remontant au mois de mai 2020. Un peu plus tard, au mois d'août, le même policier échangeait des messages avec une proche qui s'enquiert des « violences » auxquelles il est confronté : « je suis dégoûté que tous ces bâtards soient acceptés en France et que l'on [fasse] rien », lui répond-il. Et, alors que son interlocutrice lui « interdit de devenir raciste », il ajoute : « Ben c'est pas du racisme mais tous les bâtards qui foutent la merde ce sont tous les mêmes ... »

Ce montage confirme que le néofascisme est l'idéologie dominante dans la police. Mais aussi que les agents assermentés sont tellement certains de leur impunité qu'ils commettent des violences, s'en vantent, et échangent même des montages se moquant des victimes. Il confirme enfin que les policiers déshumanisent leurs victimes et réifient leur corps, en particulier quand elles ne sont pas blanches : la comparaison de George Floyd avec un objet est la rhétorique typique des tortionnaires fascistes.

(post de Nantes Révoltée)

× DIJON : BULLDOZERS ET LACRYMO CONTRE ARBRES FRUITIERS ET PLANTS DE TOMATES

Vous êtes bien en France, où les autorités envoient des grenades et des bulldozers pour défoncer un espace vert. Le 17 juin 2020, dans le cadre des appels à action contre la ré-intoxication du monde, des militant.e.s écologistes de Dijon occupent un terrain fertile, refuge de biodiversité, voué à la destruction. A Dijon comme ailleurs, la mairie préfère bétonner pour imposer des projets immobiliers plutôt que laisser vivre des espaces naturels.

Les habitant.e.s y avaient installé des jardins collectifs et une vie riche de sens, avec les habitant.e.s du quartier, et l'avait nommé « Jardins de l'Engrenage ». Un îlot urbain de résistance à la bétonisation dévorante et à la course au profit métropolitaine.

Depuis mardi 20 avril au matin, et jusqu'à mercredi 21 au soir, un gros dispositif de forces de l'ordre a été envoyé pour tout détruire. **Il ne reste rien. Pas une touffe d'herbe. Pas une tomate. Des camions ont charrié pendant des heures des tonnes de terre fertile pour que plus rien ne repousse. Les gendarmes ont tiré des grenades lacrymogènes, mettant le feu à de la végétation. Des bulldozers ont tout simplement tout défoncé. Des tronçonneuses ont découpé les arbres. Des blocs de béton ont été amenés pour construire une muraille empêchant l'accès. Un déploiement de force incroyable pour écraser un jardin : lorsqu'il s'agit de tout saccager, le budget semble illimité.** 3 personnes ont été interpellées pour avoir voulu préserver des arbres fruitiers et des potagers. La résistance s'organise à présent pour reprendre les terres et détruire le mur de la honte.

Les vrais casseurs sont au pouvoir, et détruisent la nature pour engraisser les lobbys du béton. Mais eux ne seront jamais poursuivis pour dégradations. Ni pour violences. A l'heure où la pandémie fait réellement prendre conscience que l'humain capitaliste a littéralement anéanti le vivant, le pouvoir continue son chemin destructeur.

Jusqu'à quand ?

(post de Nantes Révoltée)

- ▶ Voir aussi : [Après 2 jours de gaz lacrymogène, les Jardins de l'Engrenage respirent encore](#) - Communiqué des Jardins de l'Engrenage après une deuxième journée de résistance au bétonnage des lieux.